

# Jean Hindricks: «L'avenir de la Flandre est à Bruxelles»

## **DÉBATS LE SOIR - SAMEDI 13 JUIN 2015**

Jean Hindricks, professeur d'économie à l'UCL, est l'invité du Grand Oral La Première/Le Soir.

Invité du Grand Oral La Première Le Soir, Jean Hindricks, professeur d'économie à l'UCL et membre de la commission de réforme des pensions, commente les décisions du gouvernement en matière de réforme des pensions et d'organisation du travail.

La dernière proposition de Kris Peeters sur le travail « faisable » est non concertée, c'est de la rhétorique, dit-il. Sur les pensions, il y a d'autres mesures urgentes que le relèvement de l'âge de la pension à prendre. La Flandre est directement concernée par un renversement démographique dont on ne parle pas assez, avec un déficit de 250.000 personnes au travail pour alimenter les pensions. Sur le tax shift, Jean Hindricks ne croit pas du tout à une réforme suffisante pour le 21 juillet comme l'a annoncé le Premier ministre. Extraits choisis.

### **La proposition de Kris Peeters ? De la rhétorique.**

La proposition de Kris Peeters de lancer une vaste réflexion sur l'organisation du travail avec des horaires flottants, des comptes carrières qui permettent d'économiser des jours de congé ou envisager une rémunération en fonction des compétences et non de l'âge ; tout cela va-t-il dans le bon sens ? Jean Hindricks, qui a fait partie de la commission pension, est plutôt sceptique quant à la méthode :

« On est dans la rhétorique avec de nouvelles terminologies spécifiques à ce gouvernement. Il parle de travail « faisable » ou « werkbaar ». Mais ça veut dire quoi exactement ? Il n'y a pas de cadre légal qui précise exactement la mise en pratique de ce concept-là. Et puis, on renvoie à une commission pour réfléchir à cela. Il faut arrêter de lancer des idées nouvelles tous les jours, sans concertation. La dernière carte blanche, la proposition de Peeters tombe comme ça de manière non concertée. Ce genre de réflexion doit se faire en triangulaire entre le ministre des soins de santé, celui des pensions et celui de l'emploi. »

## **Les infirmières nous montrent l'exemple**

Jean Hindriks précise, par ailleurs, qu'il faut arrêter de sans cesse renvoyer vers des commissions de techniciens. Les techniciens sont détachés de la vie réelle, y compris les représentants des syndicats qui siègent dans ces commissions. Pour lui, les syndicats doivent retourner au contact avec la base. Il prend pour exemple les infirmières qui sont parvenues à organiser dans leur profession des départs progressifs du marché du travail : « Elles passent progressivement de 4/5ème à 3/5ème, puis 2/5ème et c'est un système autofinancé. Une infirmière qui libère 1/5ème est remplacée par une infirmière plus jeune qui coûte moins cher. C'est le résultat d'une concertation, d'un travail qu'elles ont fait à la base. C'est ce genre de démarche qu'il faut mettre en avant. Des solutions qui tombent d'en haut, des grandes réformes, ça ne fonctionne pas. Il faut ouvrir des portes, débloquer et montrer sur base d'un certain nombre d'expériences locales que nous pouvons arriver à des résultats. Les syndicats, par exemple, doivent demander aux travailleurs de plus de 50 ans ce qu'ils souhaitent et aller chercher des idées à la base. »

## **L'avenir de la Flandre est dans l'immigration**

À propos de l'avenir de nos pensions, Jean Hindriks insiste sur l'urgence. Les chiffres démographiques démontrent que l'écart entre personnes au travail et personnes pensionnées va se creuser de manière inquiétante, dans un laps de temps assez court et surtout en Flandre : « On en a très peu parlé mais il y a eu en 2006, 2007 un renversement démographique en Belgique. La relève démographique est devenue insuffisante par rapport aux départs à la retraite. Actuellement, si on prend la population qui a entre 10 et 25 ans et que nous la comparons à la population qui a entre 50 et 65 ans, il y a un déficit de l'ordre de 250.000 unités pour la Flandre. »

Donc plutôt que de bombarder les bateaux de passeurs on devrait ouvrir des agences d'immigration à Lampedusa ?

« C'est ce que dit le « Ageing working group » européen. Leur rapport sur le coût du vieillissement va sortir à la fin de ce mois. L'hypothèse qu'ils émettent pour faire baisser le coût du vieillissement, c'est l'immigration. La relève insuffisante chez nous, on va devoir la chercher à l'extérieur. On ne nous dit pas d'où viendra cette relève, mais c'est une hypothèse dans le modèle. Cela dit, c'est une hypothèse qui, pour le moment, n'est pas tenable. Regardez l'intégration sur le marché du travail des migrants à Bruxelles : elle n'est pas bonne du tout. Avant de dire que ce sont les migrants qui vont payer les pensions, posons-nous la question : comment les intègre-t-on dans notre système scolaire et ensuite dans notre marché du travail ? Ça, c'est un véritable enjeu de court terme. L'avenir de la Flandre est à Bruxelles. C'est très clair. Si elle veut se relever sur le marché du travail, elle doit aller chercher sa main-d'œuvre à Bruxelles.

Donc, elle doit investir dans la formation du capital humain à Bruxelles. »

### **La taxe « carat » est une marche arrière incroyable !**

Jean Hindriks ne croit pas du tout à l'aboutissement d'une grande réforme fiscale pour le mois de juillet. Dans ce domaine aussi, il estime que le gouvernement est dans la symbolique rhétorique. Il prend pour exemple la taxe « carat » qui touchera les diamantaires.

« On va donc taxer à un demi-pourcent le chiffre d'affaires des diamantaires. C'est un retour en arrière incroyable ! C'est ce que le Pakistan a fait. Il a remplacé l'impôt des sociétés par une taxe d'un demi-pourcent sur le chiffre d'affaires. Bref, c'est mettre en place un régime spécifique et ce n'est pas du tout dans ce sens-là que les organes internationaux veulent qu'on aille. Ils veulent précisément une abolition des régimes spéciaux. Il faut élargir la base imposable et enlever les niches fiscales. C'est une mesure d'urgence, prise le nez dans le guidon sans véritable réflexion. En matière fiscale, on a deux gros problèmes : les fantômes et les icebergs. Les fantômes, ce sont les rentiers qui, par le système fiscal belge, échappent à l'impôt. Les icebergs, ce sont les gens dont la base fiscale déclarée n'est qu'une toute petite partie de leur véritable base fiscale et qui utilisent toute l'ingénierie fiscale pour éviter l'impôt. Ce sont deux aspects cruciaux qui devraient fonder une véritable réforme fiscale, mais c'est un travail de longue haleine et il n'y a pas de baguette magique. C'est pour ça que je ne crois pas en une grande réforme fiscale pour le mois de juillet. »